

# Parcours Droit des interventions publiques

- > Composante : Faculté de droit, d'économie et de gestion
- > Ouvert en alternance : Non

## Présentation

Le Master 2 Droit des Interventions Publiques comporte un tronc commun et deux options, une option droit et gestion des services publics territoriaux et une option droit de l'action sociale. Le but est de préparer aux métiers de la fonction publique et à des postes de contractuels en lien avec les collectivités publiques ou les structures qui travaillent avec l'administration. L'option sociale prépare plus spécifiquement à des métiers dans ce secteur en lien avec une collectivité publique, une institution sociale et médico-sociale ou le secteur associatif.

La formation est organisée en alternance avec des méthodologies adaptées de préparation aux concours. Des projets tutorés permettent de se confronter à des questionnements concrets.

L'option DGSP met l'accent sur les recompositions territoriales et les enjeux de l'action publique. Des modules commande publique, finances publiques, intercommunalité complètent la formation. L'option DAS est axée sur les institutions sociales et l'organisation de ce secteur, les politiques sociales et les associations.

## Objectifs

Le Master 2 Droit des Interventions Publiques comporte des enseignements communs à ses deux options. Le but est ici d'appréhender les évolutions du rôle de l'Etat et de l'organisation territoriale de ce dernier. L'enjeu est également de donner une approche professionnalisante et de permettre une meilleure insertion professionnelle. Le but est à la fois de donner une capacité de positionnement et de méthodologie propre aux études universitaires mais également de donner des outils techniques permettant une meilleure appréhension de l'environnement professionnel. Des intervenants professionnels viennent compléter la formation.

Une préparation aux concours de la fonction publique est intégrée à la formation (mise en situation concours, note de synthèse, oral). Des travaux font l'objet d'un accompagnement dans le cadre de projets tutorés avec une volonté d'avoir une approche transversale et pratique du droit (travail sur un dossier en cabinet d'avocat, cas pratique d'une collectivité etc...).

L'objectif est de former des futurs cadres de l'Etat, des collectivités territoriales, du secteur de l'économie sociale et du secteur privé (associations, SPL, SEML...).

La formation est organisée en alternance (15 jours de cours, 15 jours de stage) afin de compléter les enseignements par une expérience concrète (10 semaines de stage minimum sont nécessaires pour valider le M2).

## Savoir-faire et compétences

- Être capable d'analyser un problème juridique et d'y donner une réponse
- Savoir mener une procédure de délégation de service public et de commande publique, savoir rédiger et analyser un budget
- Connaître les outils et les bases du management des ressources humaines
- Acquérir une culture juridique et des méthodologies pour répondre aux questions de concours
- Être en mesure d'appréhender les risques juridiques inhérents à la gestion publique
- Connaître les différents régimes de responsabilité
- Resituer l'action des administrations publiques au regard des enjeux contemporains (transition énergétique, développement durable, gouvernance, gestion des ressources humaines, contexte financier contraint)
- Être capable de mener des tâches diverses dans le cadre des stages
- Connaître le positionnement de l'agent par rapport à l'élu

## Organisation

---

### Aménagements particuliers

Possibilité de suivre la formation en deux ans

## Admission

---

### Conditions d'admission

En Master 2

1) Étudiants résidant dans un pays à procédure CEF :

[Candidater directement via Campus France \(accès du 22 novembre 2021 au 1er janvier 2022\)](#)

2) Étudiants résidant dans un pays non CEF ; étudiants titulaires de diplômes étrangers et résidant habituellement en France (*demande de validation d'études à remplir dans le dossier eCandidat*) ; étudiants titulaires d'un MI Droit Public ou Administration Publique ; étudiants titulaires d'un MI d'une autre mention du type Droit Privé, Sciences Politiques, Économie ou Gestion (*demande de validation d'études à remplir dans le dossier eCandidat*) ; professionnels du secteur public (consulter d'abord la Direction de la Formation Continue de l'UA) :

[Candidater via la plateforme eCandidat \(dates 2022 à venir...\)](#)

NOTA : sous réserve de places disponibles / les étudiants issus en interne du MI Droit Public étant prioritaires.

### Capacité d'accueil

30 étudiants en M2 parcours DiP

### Pré-requis obligatoires

Avoir une bonne connaissance de l'organisation de l'État et des collectivités territoriales.

Disposer d'une bonne culture juridique et de méthodologies adaptées.

## Et après

---

### Poursuite d'études

Possibilité d'inscription en doctorat

### Insertion professionnelle

- Concours de la fonction publique
- Travail dans différents services (urbanisme, marchés, finances, gestion des ressources humaines)
- Cabinet des exécutifs locaux
- Chargé de mission
- Contractuel dans une collectivité ou une entreprise publique locale
- Juriste en établissement ou association
- Consultant
- Avocat
- Poursuite en doctorat

## Infos pratiques

---

### Contacts

Responsable M2 DIP

✉ [fabien.tesson@univ-angers.fr](mailto:fabien.tesson@univ-angers.fr)

#### Contact administratif

Scolarité M2 Droit

✉ [m2droit@contact.univ-angers.fr](mailto:m2droit@contact.univ-angers.fr)